



Assemblée générale

Distr. générale
19 mars 2012
Français
Original: anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international**
Quarante-cinquième session
New York, 25 juin-13 juillet 2012

**Règlement des litiges commerciaux: Recommandations
visant à aider les institutions d'arbitrage et autres
organismes intéressés en cas d'arbitrages régis par le
Règlement d'arbitrage de la CNUDCI révisé en 2010**

Note du Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
III. Institution d'arbitrage agissant en tant qu'autorité de nomination	27-62	3
1. Autorités de désignation et de nomination (article 6)	31-38	3
a. Procédure pour le choix ou la désignation d'une autorité de nomination (paragraphes 1 à 3 de l'article 6)	32	3
b. Inaction – désignation d'une autre autorité de nomination (paragraphe 4 de l'article 6)	33	4
c. Discretion dans l'exercice de ses fonctions (paragraphe 5 de l'article 6)	34-36	4
d. Nomination des arbitres (paragraphes 6 et 7 de l'article 6)	37-38	4
2. Nomination des arbitres	39-48	5
a. Nomination d'un arbitre unique (paragraphe 2 de l'article 7 et article 8)	39-42	5
b. Nomination d'un tribunal arbitral de trois membres (article 9)	43-44	6
c. Pluralité de demandeurs ou de défendeurs (article 10)	45-46	6
d. Récusation d'un arbitre et autres motifs de remplacement (articles 12 et 13)	47	7



e.	Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination	48	7
3.	Décision de récusation d'un arbitre	49-50	7
a.	Articles 12 et 13	49	7
b.	Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination	50	7
4.	Remplacement d'un arbitre	51-54	8
a.	Article 14	51-54	8
5.	Assistance dans la fixation des honoraires des arbitres	55-56	9
a.	Articles 40 et 41	55	9
b.	Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination	56	9
6.	Mécanisme de révision	57-60	9
a.	Article 41	57-60	9
7.	Observations concernant le montant des consignations	61-62	10

III. Institution d'arbitrage agissant en tant qu'autorité de nomination

27. Une institution (ou une personne) peut agir en qualité d'autorité de nomination en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Il est à noter que l'article 6 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 souligne l'importance du rôle de l'autorité de nomination¹. Les parties sont invitées à choisir une autorité de nomination d'un commun accord, si possible au moment où elles concluent la convention d'arbitrage. En outre, l'autorité de nomination pourrait être nommée par les parties à tout moment de la procédure d'arbitrage.

28. Les institutions d'arbitrage ont généralement l'expérience de fonctions similaires à celles que doit exercer une autorité de nomination en vertu du Règlement. Dans le cas d'une personne assumant cette responsabilité pour la première fois, il est important de noter qu'une fois désignée autorité de nomination, elle doit être et rester indépendante et prête à agir promptement à toutes les fins visées au Règlement.

29. Toute institution disposée à faire office d'autorité de nomination en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI peut indiquer dans ses procédures administratives les diverses fonctions d'une autorité de nomination envisagées dans le Règlement. Elle peut également décrire comment elle entend exercer ces fonctions.

30. Le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 prévoit six fonctions essentielles de l'autorité de nomination: a) nomination des arbitres, b) décision sur la récusation d'arbitres, c) remplacement d'arbitres, d) assistance à la fixation des honoraires des arbitres, e) participation au mécanisme de révision des honoraires et des dépenses et f) observations concernant le montant des consignations. Les paragraphes qui suivent visent à fournir des orientations sur le rôle de l'autorité de nomination en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010, sur la base des travaux préparatoires.

1. Autorités de désignation et de nomination (article 6)

31. L'article 6 a été ajouté au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 pour préciser aux utilisateurs du Règlement l'importance du rôle de l'autorité de nomination, en particulier dans le contexte d'arbitrages ad hoc².

a. Procédure pour le choix ou la désignation d'une autorité de nomination (paragraphes 1 à 3 de l'article 6)

32. Les paragraphes 1 à 3 de l'article 6 énoncent la procédure que les parties doivent suivre pour choisir ou faire désigner une autorité de nomination en cas de désaccord entre elles. Le paragraphe 1 pose comme principe que l'autorité de

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-cinquième session, Supplément n° 17 (A/65/17), par. 42.

² Ibid., par. 42; A/CN.9/619, par. 46 et A/CN.9/665, par. 69.

nomination peut être nommée par les parties à tout moment de la procédure d'arbitrage, et pas seulement dans certaines circonstances limitées³.

b. Inaction – désignation d'une autre autorité de nomination (paragraphe 4 de l'article 6)

33. Le paragraphe 4 de l'article 6 traite la situation dans laquelle une autorité de nomination refuse d'agir ou n'agit pas dans les délais prévus par le Règlement, ou ne se prononce pas sur la récusation d'un arbitre dans un délai raisonnable après avoir reçu une demande d'une partie en ce sens. Toute partie peut alors demander au Secrétaire général de la CPA de désigner une autre autorité de nomination. L'inaction de l'autorité de nomination dans le contexte du mécanisme de révision des honoraires visé au paragraphe 4 de l'article 41 du Règlement, qui ne relève pas du paragraphe 4 de l'article 6 ("sous réserve de l'article 41, paragraphe 4"), est traitée directement au paragraphe 4 de l'article 41 (voir ci-dessous, paragraphe 58)⁴.

c. Discretion dans l'exercice de ses fonctions (paragraphe 5 de l'article 6)

34. Conformément au paragraphe 5 de l'article 6, lorsque l'autorité de nomination exerce ses fonctions en vertu du Règlement, elle peut demander à toute partie et aux arbitres les renseignements qu'elle juge nécessaires. Cette disposition a été ajoutée au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 pour doter explicitement l'autorité de nomination du pouvoir de demander des informations non seulement aux parties mais également aux arbitres. Les arbitres y sont mentionnés explicitement car il y a des cas, tels qu'une procédure de récusation, où l'autorité de nomination, dans l'exercice de ses fonctions, peut avoir besoin de renseignements de la part des arbitres⁵.

35. Ce paragraphe 5 prévoit par ailleurs que l'autorité de nomination doit donner aux parties et, le cas échéant, aux arbitres la possibilité d'exposer leurs vues de la manière qu'elle juge appropriée. Lors des délibérations sur les modifications à apporter au Règlement, il a été convenu d'inclure le principe général que les parties devraient avoir la possibilité d'être entendues par l'autorité de nomination⁶. Cette possibilité devrait être donnée "de la manière" que l'autorité de nomination "juge appropriée", afin de mieux rendre compte du pouvoir d'appréciation de l'autorité de nomination pour ce qui est d'obtenir les vues des parties⁷.

36. Le paragraphe 5 de l'article 6 dispose que toutes les communications en ce sens adressées ou reçues par l'autorité de nomination doivent également être adressées par l'expéditeur à toutes les autres parties. Cette disposition concorde avec le paragraphe 4 de l'article 17 du Règlement.

d. Nomination des arbitres (paragraphes 6 et 7 de l'article 6)

37. Le paragraphe 6 de l'article 6 dispose que lorsqu'une partie demande à l'autorité de nomination de nommer un arbitre en application des articles 8, 9, 10

³ A/CN.9/619, par. 46 et A/CN.9/665, par. 69.

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 49.

⁵ A/CN.9/WGII/WP.157, par. 22.

⁶ A/CN.9/619, par. 76.

⁷ A/CN.9/665, par. 54.

ou 14, elle lui envoie copie de la notification d'arbitrage et, si celle-ci existe, de la réponse à cette notification.

38. Le paragraphe 7 de l'article 6 dispose que l'autorité de nomination tient compte de considérations propres à assurer la nomination d'un arbitre indépendant et impartial. À cette fin, le paragraphe 7 recommande en outre de nommer un arbitre d'une nationalité autre que celle des parties (voir aussi le paragraphe 44 ci-après).

2. Nomination des arbitres

a. Nomination d'un arbitre unique (paragraphe 2 de l'article 7 et article 8)

39. Le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI envisage diverses possibilités pour la nomination d'un arbitre par l'autorité de nomination. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 8, l'autorité de nomination peut être priée de nommer un arbitre unique, conformément aux procédures et critères énoncés au paragraphe 2 de l'article 8. Elle nomme l'arbitre unique aussi rapidement que possible, et n'intervient qu'à la demande d'une partie. Elle peut utiliser le système des listes défini au paragraphe 2 de l'article 8. Il convient de noter que cette disposition lui donne le pouvoir de décider que le système des listes ne convient pas à l'affaire.

40. L'article 7, qui porte sur le nombre d'arbitres, prévoit la règle par défaut selon laquelle, si les parties ne s'entendent pas sur le nombre d'arbitres, il en sera nommé trois. Cependant, le paragraphe 2 de l'article 7 prévoit un mécanisme de correction, de sorte que si aucune autre partie n'a répondu à la proposition d'une partie de nommer un arbitre unique et si aucune n'a nommé de deuxième arbitre, l'autorité de nomination peut, à la demande d'une partie, nommer un arbitre unique si elle juge que c'est plus approprié compte tenu des circonstances de l'espèce. Cette disposition a été ajoutée au Règlement pour éviter les situations où, le demandeur ayant proposé dans sa notification d'arbitrage de nommer un arbitre unique, un tribunal arbitral de trois membres doit cependant être formé parce que le défendeur n'a pas réagi à cette proposition. Elle fournit un mécanisme de correction utile dans le cas où le défendeur ne participe pas au processus et où l'arbitrage ne justifie pas de former un tribunal arbitral de trois membres. Ce mécanisme n'est pas censé provoquer de retards, dans la mesure où il est demandé à l'autorité de nomination d'intervenir dans le processus de nomination. Celle-ci devrait disposer de tous les renseignements pertinents, ou les demander conformément au paragraphe 5 de l'article 6, pour se prononcer sur le nombre d'arbitres⁸. Conformément au paragraphe 6 de l'article 6, ces renseignements incluraient des copies de la notification d'arbitrage et, si celle-ci existe, de la réponse à cette notification.

41. Lorsqu'il est demandé à une autorité de nomination, en vertu du paragraphe 2 de l'article 7 et de l'article 8 de déterminer si un arbitre unique convient mieux à l'espèce, il faut tenir compte, entre autres circonstances, du montant en litige et de la complexité de l'affaire (notamment du nombre de parties en cause)⁹, ainsi que de la nature de l'opération et du litige.

42. Dans certains cas, le défendeur peut ne pas prendre part à la constitution du tribunal arbitral et l'autorité de nomination ne dispose que des renseignements reçus

⁸ Ibid., par. 62 et 63.

⁹ Par exemple, au cas où l'une des parties est un État, s'il y a (ou s'il pourrait y avoir) des demande reconventionnelles ou des demandes en compensation.

du demandeur. Elle peut alors procéder à son évaluation en se fondant sur ces seuls renseignements, sachant qu'ils peuvent ne pas refléter l'ensemble des aspects de la procédure à venir.

b. Nomination d'un tribunal arbitral de trois membres (article 9)

43. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 9, une partie peut demander à l'autorité de nomination de nommer le deuxième des trois arbitres d'un tribunal arbitral de trois membres. Si les deux arbitres ne peuvent s'entendre sur le choix du troisième (l'arbitre-président), l'autorité de nomination peut être appelée à nommer ce troisième arbitre en vertu du paragraphe 3 de l'article 9. Cette nomination se ferait de la même manière que celle d'un arbitre unique en vertu de l'article 8. Conformément au paragraphe 1 de cet article, l'autorité de nomination ne devrait agir qu'à la demande d'une partie¹⁰.

44. Lorsqu'il est demandé à une autorité de nomination de désigner l'arbitre-président conformément au paragraphe 3 de l'article 9, il est tenu compte, entre autres facteurs, de l'expérience de l'arbitre et de sa nationalité, dont il est recommandé qu'elle diffère de celle des parties (voir plus haut le paragraphe 38, se rapportant au paragraphe 7 de l'article 6).

c. Pluralité de demandeurs ou de défendeurs (article 10)

45. Le paragraphe 1 de l'article 10 dispose que, lorsqu'il y a plusieurs demandeurs ou défendeurs, à moins que les parties n'en décident autrement, les demandeurs nomment conjointement un arbitre et les défendeurs l'autre. Faute d'une telle nomination conjointe, si toutes les parties ne peuvent s'entendre sur une méthode pour former le tribunal arbitral, l'autorité de nomination, à la demande de toute partie, conformément au paragraphe 3 de l'article 10, constitue le tribunal arbitral et nomme un de ses membres arbitre-président¹¹. Les parties de l'un ou l'autre côté pourraient être dans l'impossibilité de procéder à une telle nomination par exemple lorsque les demandeurs ou défendeurs sont en nombre très élevé ou ne constituent pas un groupe unique ayant des obligations et des droits communs (comme dans les affaires touchant un grand nombre d'actionnaires)¹².

46. Le pouvoir de l'autorité de nomination de constituer le tribunal arbitral est énoncé en termes généraux au paragraphe 3 de l'article 10 afin d'englober tous les cas possibles où le tribunal arbitral ne peut être formé en vertu du Règlement¹³ et pas seulement ceux concernant plusieurs parties. Il convient également de remarquer que l'autorité de nomination a le pouvoir d'annuler les nominations déjà faites et de nommer ou renommer chacun des arbitres¹⁴. Le principe énoncé au paragraphe 3 selon lequel l'autorité de nomination devrait nommer l'ensemble du tribunal arbitral lorsque les parties d'un même camp dans un arbitrage à plusieurs parties ne peuvent s'entendre sur un arbitre a été inclus dans le Règlement en raison de son importance, en particulier dans des situations comme celle à l'origine de

¹⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 59.

¹¹ A/CN.9/614, par. 62 et 63, et A/CN.9/619, par. 86.

¹² A/CN.9/614, par. 63.

¹³ A/CN.9/619, par. 88.

¹⁴ *Ibid.*, par. 89.

l'affaire *BKMI et Siemens c. Dutco*¹⁵. Dans cette affaire, la décision se fondait sur l'exigence d'un traitement égal des parties, ce dont le paragraphe 3 tient compte en confiant le pouvoir de nomination à l'autorité de nomination¹⁶. Les travaux préparatoires du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 montrent qu'on s'est employé à conserver une approche souple et à conférer des pouvoirs discrétionnaires à l'autorité de nomination au paragraphe 3 de l'article 10, pour tenir compte de la diversité des situations pouvant survenir dans la pratique¹⁷.

d. Récusation d'un arbitre et autres motifs de remplacement (articles 12 et 13)

47. Il peut être demandé à l'autorité de nomination de désigner un arbitre remplaçant en vertu du paragraphe 3 de l'article 12, de l'article 13 ou de l'article 14 (carence ou incapacité d'un arbitre, récusation effective et autres raisons de remplacement, voir ci-dessous, par. 49 à 54).

e. Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination

48. Dans chacun des cas où une institution peut être appelée à nommer un arbitre conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, elle peut préciser comment elle choisira cet arbitre. En particulier, elle peut indiquer si elle tient une liste d'arbitres parmi lesquels elle choisira les candidats appropriés, et donner des renseignements sur la composition de cette liste. Elle peut également indiquer quelle personne ou quel organe de l'institution procédera à la nomination (par exemple le président, un conseil d'administration, le secrétaire général ou un comité) et, s'il s'agit d'un conseil ou d'un comité, la composition de cet organe ou les modalités d'élection de ses membres.

3. Décision de récusation d'un arbitre

a. Articles 12 et 13

49. Aux termes de l'article 12 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, un arbitre peut être récusé s'il existe des circonstances de nature à soulever des doutes légitimes sur son impartialité ou son indépendance. Si cette récusation est contestée (c'est-à-dire si l'autre partie ne l'accepte pas ou si l'arbitre récusé ne se déporte pas dans les 15 jours à compter de la notification de la récusation), la partie récusante peut demander que l'autorité de nomination se prononce sur la récusation en application du paragraphe 4 de l'article 13. Si l'autorité de nomination admet la récusation, elle peut également être appelée à nommer l'arbitre remplaçant.

b. Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination

50. L'institution peut préciser comment elle rendra sa décision de récusation conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Elle voudra peut-être mentionner aussi tout code interne de déontologie ou autres principes écrits qu'elle appliquera pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité des arbitres.

¹⁵ *BKMI et Siemens c. Dutco*, Cour de cassation française, 7 janvier 1992 (voir *Revue de l'Arbitrage*, 1992, p. 470).

¹⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/65/17), par. 60.

¹⁷ A/CN.9/619, par. 90.

4. Remplacement d'un arbitre

a. Article 14

51. Au cas où un arbitre doit être remplacé pendant la procédure arbitrale, un remplaçant doit être nommé ou choisi selon la procédure prévue aux articles 8 à 11 qui était applicable à la nomination ou au choix de l'arbitre devant être remplacé conformément au paragraphe 1 de l'article 14. Cette procédure s'applique même si lors du processus de nomination de l'arbitre devant être remplacé une partie n'avait pas exercé son droit de le nommer ou de participer à sa nomination.

52. Cette procédure est soumise au paragraphe 2 de l'article 14, qui dispose que l'autorité de nomination a le pouvoir de décider, à la demande d'une partie, s'il serait justifié de priver une partie du droit de nommer un remplaçant. Si elle en décide ainsi, elle peut, après avoir donné aux parties et aux arbitres restants la possibilité d'exprimer leurs vues: a) nommer le remplaçant; ou b) après la clôture des débats, autoriser les autres arbitres à poursuivre l'arbitrage et à rendre toute décision ou sentence.

53. Il convient de noter que l'autorité de nomination ne devrait priver une partie du droit de nommer un remplaçant que dans des circonstances exceptionnelles. À cette fin, l'expression "circonstances exceptionnelles de l'espèce", au paragraphe 2 de l'article 14, a été choisie pour permettre à l'autorité de nomination de tenir compte de toutes les circonstances ou de tous les incidents pouvant être survenus pendant la procédure¹⁸. Il ressort des travaux préparatoires du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 que priver une partie du droit de nommer un arbitre est une décision grave qui doit se fonder sur une faute d'une partie à l'arbitrage et sur une enquête factuelle, et ne saurait être soumise à des critères définis. L'autorité de nomination devrait plutôt déterminer à sa discrétion si la partie a le droit de désigner un autre arbitre¹⁹. De telles circonstances exceptionnelles pourraient inclure le comportement fautif d'une partie²⁰, si par exemple elle recourait à des manœuvres dilatoires dans la procédure de remplacement d'un arbitre, ou le comportement fautif d'un arbitre, s'il est manifestement imputable à la partie.

54. Pour décider s'il convient d'autoriser un tribunal arbitral incomplet à poursuivre l'arbitrage en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 14, l'autorité de nomination doit tenir compte du stade de la procédure. Si les audiences sont déjà closes, il pourrait être plus indiqué, aux fins de l'efficacité, de permettre à un tribunal incomplet de rendre toute décision ou la sentence définitive, que de procéder à la nomination d'un remplaçant. D'autres facteurs à prendre en considération, dans la mesure du possible, pour décider s'il convient d'autoriser un tribunal incomplet à poursuivre l'arbitrage, sont le droit applicable (permettrait-il ou limiterait-il une telle procédure?) et la jurisprudence relative aux les tribunaux incomplets.

¹⁸ A/CN.9/688, par. 78.

¹⁹ A/CN.9/688, par. 78; A/CN.9/614, par. 71.

²⁰ A/CN.9/665, par. 112.

5. Assistance dans la fixation des honoraires des arbitres

a. Articles 40 et 41

55. Conformément au paragraphe 1 et à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 40 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010, le tribunal arbitral fixe ses honoraires et dépenses. Conformément au paragraphe 1 de l'article 41, le montant des honoraires et dépenses des arbitres doit être raisonnable, compte tenu du montant en litige, de la complexité de l'affaire, du temps que les arbitres lui ont consacré et de toutes autres circonstances pertinentes de l'espèce. Dans cette tâche, le tribunal arbitral peut être aidé par une autorité de nomination: si l'autorité de nomination applique ou a déclaré qu'elle appliquerait un barème ou une méthode particulière pour fixer les honoraires des arbitres nommés dans les litiges internationaux qu'elle administre, le tribunal arbitral fixe le montant de ses honoraires en tenant compte de ce barème ou de cette méthode, dans la mesure où il le juge approprié dans les circonstances de l'espèce (paragraphe 2 de l'article 41).

b. Note à l'intention des institutions agissant en tant qu'autorité de nomination

56. Une institution disposée à faire office d'autorité de nomination peut indiquer dans ses procédures administratives tous détails pertinents concernant l'assistance pour la fixation des honoraires. Elle peut notamment indiquer si elle a publié un barème ou une méthode particulière pour fixer les honoraires des arbitres nommés dans des litiges internationaux comme il est envisagé au paragraphe 2 de l'article 41 (voir aussi plus haut, [dans le document A/CN.9/746] paragraphe 19).

6. Mécanisme de révision

a. Article 41

57. L'article 41, portant sur les honoraires et les dépenses des arbitres, prévoit un mécanisme d'examen des honoraires par un organisme neutre, l'autorité de nomination. Bien qu'une institution puisse avoir ses propres règles en matière d'honoraires, il est recommandé que l'institution agissant en tant qu'autorité de nomination suive les règles énoncées à l'article 41.

58. Le mécanisme d'examen comporte deux étapes. S'agissant de la première étape, le paragraphe 3 de l'article 41 dispose que rapidement après sa constitution le tribunal arbitral doit informer les parties de la façon dont il propose de déterminer ses honoraires et ses dépenses. Toute partie dispose alors de 15 jours pour demander à l'autorité de nomination d'examiner cette proposition. Si l'autorité de nomination estime que la proposition du tribunal arbitral ne présente pas le caractère raisonnable exigé au paragraphe 1 de l'article 41, elle y apporte dans les 45 jours les modifications nécessaires, qui s'imposent au tribunal. S'agissant de la seconde étape, le paragraphe 4 de l'article 41 dispose qu'après avoir reçu la note d'honoraires et de dépenses des arbitres, toute partie peut en demander l'examen à l'autorité de nomination. Si l'autorité de nomination n'agit pas, le Secrétaire général de la CPA procède à l'examen. Dans les 45 jours suivant la réception de la requête, l'autorité d'examen apporte à la décision du tribunal arbitral les modifications nécessaires pour qu'elle réponde aux critères énoncés au paragraphe 1 si elle ne correspond pas à la proposition du tribunal arbitral (compte tenu de toute modification) en vertu du paragraphe 3 ou est de toute autre manière manifestement excessive.

59. Il ressort des travaux préparatoires du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010 que les modalités de fixation des honoraires des arbitres étaient considérées comme cruciales pour la légitimité et l'intégrité du processus arbitral lui-même²¹.

60. Les critères et le mécanisme visés aux paragraphes 1 à 4 de l'article 41 avaient été choisis pour fournir des orientations suffisantes aux autorités de nomination et éviter un examen long et approfondi de la fixation des honoraires²². L'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article 41 renvoie à la notion de caractère raisonnable du montant des honoraires des arbitres, élément dont l'autorité de nomination devrait tenir compte dans son examen. Pour préciser que le processus d'examen ne doit pas aller trop loin, l'expression "ne sont manifestement pas conformes à la proposition" a été incluse dans l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article 41²³.

7. Observations concernant le montant des consignations

61. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 43 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 2010, le tribunal arbitral ne fixe le montant des sommes initiales ou sommes supplémentaires à consigner qu'après avoir consulté l'autorité de nomination, qui peut adresser au tribunal arbitral toutes observations qu'elle juge appropriées concernant le montant de ces consignations, si une partie en fait la demande et si l'autorité de nomination accepte cette mission. L'institution souhaitera peut-être indiquer dans ses procédures administratives si elle est disposée à s'acquitter de cette fonction. Des sommes supplémentaires peuvent devoir être consignées si au cours de la procédure il apparaît que les coûts seront plus élevés que prévus, par exemple si le tribunal arbitral décide en application du Règlement d'arbitrage de nommer un expert²⁴. Bien que cela ne soit pas mentionné expressément dans le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, les autorités de nomination fournissent également dans la pratique des observations et des avis sur les paiements intermédiaires.

62. Il convient de noter qu'en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, ces avis sont la seule tâche ayant trait aux consignations que l'autorité de nomination peut être priée d'accomplir. Ainsi, si une institution propose de s'acquitter de toute autre fonction (par exemple de détenir les consignations ou de rendre compte de leur utilisation), il faudrait préciser qu'il s'agirait de services administratifs supplémentaires ne faisant pas partie des fonctions d'une autorité de nomination (voir le paragraphe 30 ci-dessus).

(Outre les renseignements et suggestions figurant dans le présent document, une assistance peut être obtenue auprès du secrétariat de la CNUDCI (Division du droit commercial international, Bureau des affaires juridiques, Nations Unies, Centre international de Vienne, B.P. 500, A-1400 Vienne, Autriche; courrier électronique: uncitral@uncitral.org). Le secrétariat pourrait par exemple, sur demande, aider à rédiger des règles institutionnelles ou des dispositions administratives, ou formuler des suggestions à cet égard.)

²¹ A/CN.9/646, par. 20.

²² A/CN.9/688, par. 23.

²³ Ibid., par. 30.

²⁴ Aide-mémoire de la CNUDCI sur l'organisation des procédures arbitrales (1996), par. 30.